

## **Bobine A**

10 décembre 1948 - date de la signature de la Déclaration universelle des droits de l'homme – le monde tentait d'oublier les horreurs de la guerre et aspirait à un avenir plus souriant. La Déclaration, un document de portée mondiale, a été adoptée à l'unanimité.

Soixante ans plus tard et malgré certaines avancées, la lutte pour la justice et l'égalité se poursuit. Au Myanmar, le gouvernement a fait preuve d'une violence extrême face aux mouvements de protestation politique. Au Tibet, d'autres manifestations, parfois violentes, visant les Chinois, ont entraîné une répression par les autorités chinoises. De nombreuses personnes ont été tuées et des milliers d'autres arrêtées. Au Kenya, plus d'un millier de personnes sont mortes et 300 000 se sont retrouvées sans logement après la contestation des résultats électoraux.

### **Kenya Vox Pop**

« Le gouvernement néglige la population, les enfants de cette zone. »

### **Irene Khan, secrétaire générale d'Amnesty International**

« Nous célébrons le sixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et il est temps que les gouvernements présentent des excuses pour ces six décennies de manquements aux droits humains. Ils doivent également s'engager à nouveau à tenir les promesses faites en 1948. »

Les puissantes nations qui ont prétendu défendre les droits humains les ont en fait souvent ignorés. Amnesty International estime que le respect pour les États-Unis et l'Europe s'est perdu, que leur capacité à influencer les autres pays décline, et qu'ils ne sont pas en train de gagner la guerre contre le terrorisme.

### **Malcolm Nance, ancien consultant pour la lutte contre le terrorisme auprès du gouvernement américain**

« Jamais auparavant les nations occidentales n'avaient recouru à un système de torture systématique, organisé verticalement et répondant aux ordres présidentiels. En fait, un tel système aide les terroristes. Tous les objectifs stratégiques des terroristes sont atteints. »

Au cours de l'année 2007, des civils ont continué de souffrir des conflits de longue durée : entre Israéliens et Palestiniens, au Sri Lanka, en Afghanistan, en Irak et en Colombie.

Malgré l'indignation généralisée face aux viols, violences et meurtres persistant au Darfour, la situation dans cette région n'a guère évolué en 2007. Pendant ce temps, le principal partenaire commercial du Soudan, et le pays le mieux placé pour exiger des changements, a d'autres préoccupations.

Si Amnesty International attend que la Chine améliore son bilan en matière de droits humains, ce n'est pas uniquement en raison des Jeux olympiques, mais parce que ce pays est une nouvelle puissance mondiale, qui a donc des responsabilités en matière de droits fondamentaux, au niveau national comme à l'étranger. De ce fait, la Chine ne peut continuer à exécuter plus de gens que partout ailleurs, à refuser le droit à la liberté d'expression, à harceler les militants des droits humains et leur famille, et à arrêter les gens sans les soumettre à des procès équitables.

La Russie doit également assumer des responsabilités mondiales en matière de droits humains. Son nouveau dirigeant va-t-il donner un nouveau départ à sa politique, et mettre un terme à la répression qui frappe les manifestants, les journalistes et les ONG ? La Tchétchénie est toujours une plaie ouverte et les crimes qui y sont commis restent impunis.

Mais là où les gouvernements ont abandonné leurs citoyens, Amnesty International a vu des gens prendre la relève : la marche des moines au Myanmar, les avocats au Pakistan et le vote aux Nations unies d'un moratoire mondial sur la peine de mort. Tous ces événements montrent qu'en ce soixantième anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme, il existe une puissante force de changement en action.

**Irene Khan, secrétaire générale d'Amnesty International**

« D'une part, nous avons constaté les manquements des gouvernements et, d'autre part, nous avons vu des gens qui exigeaient le respect des droits fondamentaux et, par conséquent, le respect de l'obligation de rendre des comptes. Cette demande va s'amplifier et les gouvernements auront beaucoup à perdre s'ils décident de l'ignorer. »